

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIER

Sur le chemin de
l'intégration européenne

*PREMIERS RÉSULTATS POUR
LE CHARBON ET L'ACIER*

SERVICE D'INFORMATION DE LA HAUTE AUTORITÉ

La Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier a amorcé des transformations profondes en Europe.

Chacun de nous n'en a pas encore une claire conscience, car l'aspect technique des problèmes du charbon et de l'acier dissimule souvent la signification et la portée générale de ces transformations.

L'objet de la présente série de brochures est de faire connaître et comprendre l'action de la Communauté, sous tous ses aspects.

La première brochure — établie par les soins de la Division des Statistiques de la Haute Autorité — montre quelques-uns des progrès réalisés par nos pays sur le chemin de l'intégration économique. Une deuxième brochure donnera une vue d'ensemble sur l'origine et la signification de la Communauté. D'autres traiteront des institutions de la Communauté, du marché commun, ainsi que des problèmes particuliers tels que les conditions de vie et de travail, l'action financière, la recherche technique, les transports, etc. .

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIER
H A U T E A U T O R I T É

SUR LE CHEMIN
DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE

PREMIERS RÉSULTATS
POUR LE CHARBON ET L'ACIER

LUXEMBOURG, AOÛT 1956

Deuxième édition

SOMMAIRE

	Page
Introduction	3
Qu'entend-on par intégration économique et à quoi reconnaît-on ses progrès ?	5
Augmentation de la production, développement des échanges	6
Haute conjoncture mieux équilibrée grâce au marché commun	8
Redistribution régionale des échanges : approvisionnement plus rationnel	14
« Harmonisation graduelle dans le progrès » de la production et de la consommation	17
Harmonisation et progrès dans le domaine social	20
Aucune autarcie	24
<i>Annexe</i> : Indications et remarques	27

INTRODUCTION

La Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier doit à la fois son origine et la définition de ses objectifs au fait que les pays de l'Europe libre ont reconnu qu'ils sont solidaires et ont un destin commun. Par la création d'institutions communes, par l'application de règles communes obligatoires pour tous, par l'établissement du marché commun et la mise en commun des ressources dans le secteur du charbon et de l'acier, les premières assises d'une communauté plus large et plus profonde ont été jetées. Parallèlement, l'intégration économique joue aussi un rôle important pour l'unification politique de l'Europe.

Depuis près de quatre ans, la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ses institutions et tous ceux qui participent à ses activités s'attachent à réaliser l'intégration de ces industries de base.

Quels sont les progrès accomplis en matière d'intégration ? Sommes-nous orientés en fait vers une fusion plus étroite ? La désintégration des décades précédentes a-t-elle pu être arrêtée et transformée en intégration ?

L'exposé suivant, qui s'appuie sur les études de la Division des Statistiques de la Haute Autorité, vise à donner une première réponse à ces questions. Tout en formulant une appréciation très prudente, nous pouvons affirmer : *la réponse est positive et encourageante.*

Qu'entend-on par intégration économique et à quoi reconnaît-on ses progrès ?

Par intégration économique on entend un processus de coopération et de mise en commun tendant en définitive à développer autant que possible l'économie par une *meilleure utilisation des ressources naturelles*, par une *organisation plus rationnelle de la production et des échanges*, en vue de relever sensiblement le niveau de vie, but de toute activité économique.

Ces aspirations fondamentales — production accrue et plus rationnelle, meilleure distribution et augmentation de la consommation — s'accompagnent, en règle générale, de l'idée qu'il est nécessaire d'éviter de fortes fluctuations économiques, c'est-à-dire, de parvenir à un développement aussi régulier que possible de l'économie en évitant des crises sérieuses.

Sans vouloir entrer dans les détails, nous pouvons affirmer qu'une économie en voie d'intégration sera marquée par une augmentation de la production et de la productivité, et par une division accrue du travail, c'est-à-dire par des échanges plus actifs.

Considérée à court terme, l'économie en voie d'intégration sera caractérisée par une certaine tendance des fluctuations conjoncturelles à s'atténuer, ce qui notamment pourra être constaté dans les modifications géographiques des courants d'échanges qui interviendront.

A moyen et long terme, elle révélera des tendances à la disparition des différences actuelles enregistrées dans les niveaux de production et de consommation — tendances qui devront également être vérifiées dans le domaine social, comme conséquence de l'intégration.

L'exposé ci-après tente de suivre l'évolution économique de la Communauté Européenne depuis 1952 jusqu'à ce jour.

Augmentation de la production, développement des échanges

La Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier avait atteint, dès 1955, des *chiffres-record de production*. Pour les six pays réunis, la production de houille, de minerai de fer et d'acier brut était, en 1955, plus importante qu'elle ne l'avait jamais été au cours de l'histoire. Les six premiers mois de 1956 révèlent un nouvel accroissement, bien qu'on se rapproche maintenant des limites des capacités de production.

Production de la Communauté de 1952 à 1955

Année	Houille	Minerai de fer	Acier brut	Total
	en millions de tonnes			1952 = 100
1952	238,9	65,3	41,8	100
1953	237,0	66,2	39,7	97
1954	241,7	65,0	43,8	103
1955	246,4	76,1	52,7	115
Accroissement				
1952-1955	3,1 %	16,5 %	26,1 %	14,6 %
1955-1956(1)	2,2 %	8,9 %	8,3 %	5,3 %

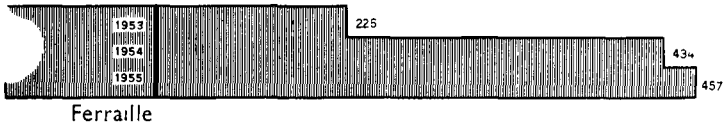
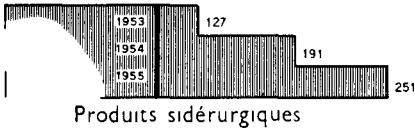
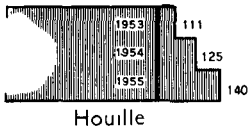
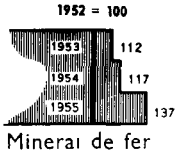
(1) Sur la base des six premiers mois.

L'accroissement de la production a été obtenu avec un nombre de travailleurs pratiquement inchangé de 1952 à 1955. Le rendement par travailleur a donc dû augmenter, d'une façon appréciable, au cours de la période considérée.

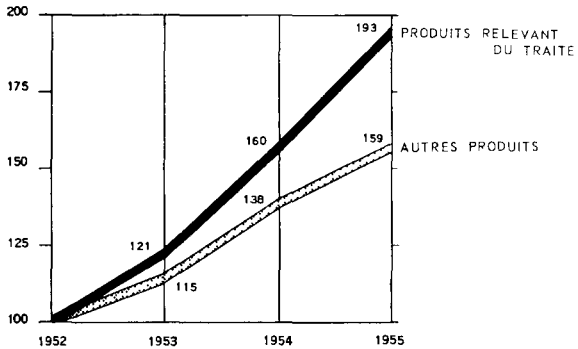
En même temps, les échanges de charbon, de minerai, de ferraille et d'acier se sont considérablement intensifiés entre les pays de la Communauté depuis l'établissement du marché commun — ce qui démontre une division accrue du travail à l'intérieur de la Communauté.

ACCROISSEMENT DES ÉCHANGES

ENTRE LES PAYS DE LA COMMUNAUTÉ



VOLUMES
1952 = 100



1955 - PREMIER SEMESTRE

Volume des échanges des pays de la Communauté (1)

1952 = 100

Année	Minerai de fer	Ferraille	Acier	Charbon	Total produits C.E.C.A.	Tous les autres produits
1952	100	100	100	100	100	100
1953	112	226	127	111	121	115
1954	117	434	191	125	160	138
1955(2)	137	457	251	140	193	159

(1) Quantité calculée sur la base des prix en 1952.

(2) Premier semestre.

Entre 1952 et 1955, la valeur du volume des échanges de produits de la Communauté (sur la base des prix de 1952) s'est accrue de 93%. Dans le même temps, pour tous les autres produits, tels que les denrées alimentaires, matières premières, demi-produits, produits finis, le volume des échanges entre les pays de la Communauté n'a augmenté que de 59 %.

L'accroissement enregistré pour les produits soumis aux règles du Traité est donc beaucoup plus marqué que pour les autres produits. L'établissement du marché commun a entraîné un développement des échanges beaucoup plus important que n'a pu le faire, pour les autres produits, une politique orientée vers la seule « libération » générale des échanges.

Haute conjoncture mieux équilibrée grâce au marché commun

L'établissement du marché commun a jusqu'ici nettement contribué à équilibrer les fluctuations de la conjoncture. La période écoulée depuis 1952 est trop courte pour que l'on puisse examiner des cycles de conjoncture complets. Mais une comparaison de trois années d'essor consé-

catives pendant quatre périodes différentes de conjoncture fait apparaître un changement important dans les relations entre taux de la production et des échanges sur le marché sidérurgique.

**Production d'acier brut et échanges de produits
sidérurgiques dans la Communauté**

(COMPARAISONS EN TONNAGE)

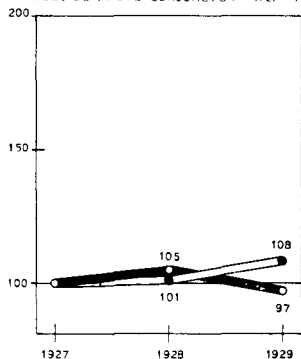
	1927	1928	1929
Production	100	101	108
Echanges	100	105	97
	1935	1936	1937
Production	100	111	121
Echanges	100	95	111
	1950	1951	1952
Production	100	119	131
Echanges	100	103	132
	1953	1954	1955
Production	100	110	132
Echanges	100	148	199

Lors des périodes d'essor antérieures, en cas d'accroissement de la production, les échanges avaient tendance à diminuer (1927/1929) ou à s'accroître moins rapidement que la production (1935/1937). Pour la première fois, entre 1950 et 1952, les échanges ont progressé aussi rapidement que la production. Mais, dans le marché commun, de 1953 à 1955, les échanges ont progressé trois fois plus vite que la production.

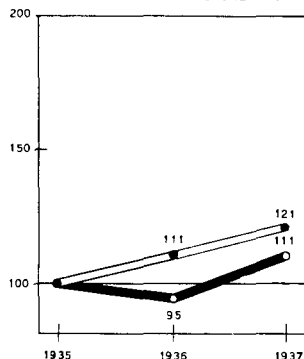
MEILLEUR APPROVISIONNEMENT : LES ÉCHANGES AUGMENTENT PLUS VITE QUE LA PRODUCTION

TONNAGES Année de base = 100

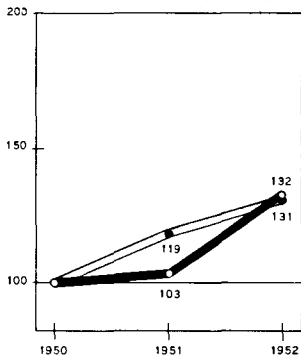
ANNÉES DE HAUTE CONJONCTURE 1927 - 1929



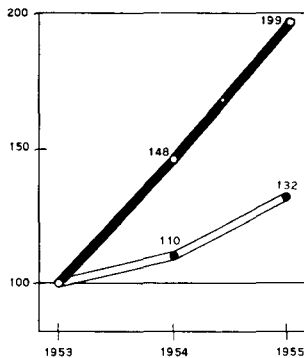
ANNÉES DE HAUTE CONJONCTURE 1935 - 1937



ANNÉES DE HAUTE CONJONCTURE 1950 - 1952



ANNÉES DE HAUTE CONJONCTURE 1953 / 1955



 PRODUCTION
 ECHANGES

Il est clair que de tels échanges, en période d'accroissement des besoins, atténuent les tensions existant dans l'approvisionnement — signe manifeste des incidences positives de l'intégration.

Le fait qu'au cours des années d'essor 1953/1955, les échanges de produits sidérurgiques aient marqué des progrès importants pratiquement entre tous les pays de la Communauté a également contribué à l'équilibre du marché. En 1950/1952, les marchés allemands et belges étaient encore approvisionnés avec des quantités croissantes d'acier, alors que les achats des Pays-Bas et de l'Italie étaient en régression en valeur absolue et que ceux de la France et de la Sarre demeuraient pratiquement insignifiants. De 1953 à 1955, l'accroissement a été général (si l'on fait abstraction de l'Italie, dont la production nationale marque une forte progression) : la France également a acheté des quantités plus importantes.

**Achats de produits sidérurgiques en provenance d'autres pays
de la Communauté**

(en milliers de tonnes)

	Allemagne (RF)	Belgique/ Luxem- bourg	France/ Sarre	Italie	Pays-Bas	Commu- nauté
<i>1950/1952</i>						
1950	194	130	23	396	841	1 583
1952	797	243	24	317	717	2 097
Variations	+ 603	+ 113	+ 1	- 79	- 124	+ 514
<i>1953/1955</i>						
1953	1 049	304	114	384	879	2 729
1955	2 527	503	794	333	1 270	5 427
Variations	+ 1 478	+ 199	+ 680	- 51	+ 391	+ 2 698

Dans la période de haute conjoncture actuelle, on constate donc un accroissement général des échanges entre tous les pays.

Enfin, le *développement des prix*, qui a été remarquablement modéré, a contribué également à l'équilibre de la conjoncture. Inversement le développement plus modéré des prix n'a été rendu possible que grâce à l'amélioration des possibilités d'approvisionnement sur le marché commun.

L'évolution modérée des prix du charbon, du minerai, de la ferraille et de l'acier se manifeste uniformément pour tous les groupes de produits relevant du Traité. La suppression des doubles prix dans les échanges entre les pays de la Communauté a entraîné une baisse du niveau moyen des prix des produits relevant du Traité échangés entre les pays de la Communauté (Indice 81 en 1955 sur base 100 en 1952). Cette baisse a été relativement plus forte que pour l'ensemble des autres marchandises échangées entre les pays de la Communauté (Indice 89 en 1955 sur base 100 en 1952).

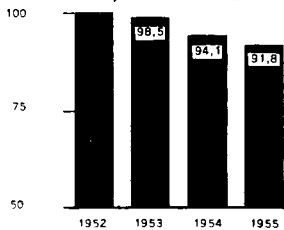
**Évolution des prix moyens des produits échangés
entre les pays de la Communauté**

Groupe de marchandises	1952 = 100			
	1952	1953	1954	1955 (1)
Charbon, coke, agglomérés	100	98,5	94,1	91,8
Minerai de fer	100	99,1	94,0	90,3
Ferraille	100	68,7	57,3	68,6
Produits sidérurgiques	100	75,7	67,3	73,3
Total	100	88	79	81
A titre comparatif : toutes les autres marchandises	100	96	92	89

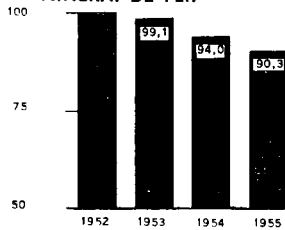
(1) Premier semestre.

BAISSE DES PRIX MOYENS DES TONNAGES ÉCHANGÉS

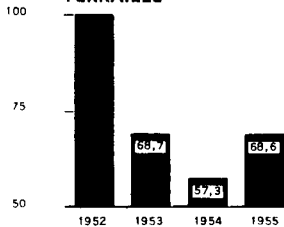
HOUILLE, COKE, AGGLOMÉRÉS



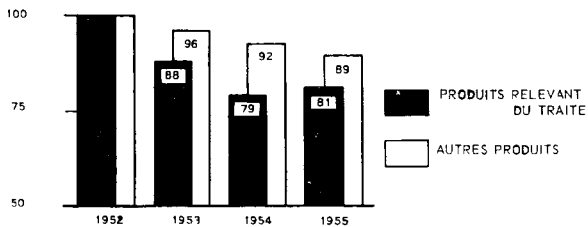
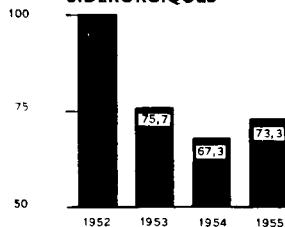
MINÉRAI DE FER



FERRAILLE



PRODUITS SIDÉRURGIQUES



1955 PREMIER SEMESTRE

Redistribution régionale des échanges : approvisionnement plus rationnel

Depuis l'ouverture du marché commun, un grand nombre de modifications sont intervenues, principalement dans le sens d'une rationalisation des courants de trafic. Cette situation apparaît particulièrement clairement pour le charbon dans les bassins d'Aix-la-Chapelle et du Limbourg.

Modification des débouchés des bassins d'Aix-la-Chapelle et du Limbourg néerlandais (1) 1953 à 1955

(en % du montant total)

Débouché	Aix-la-Chapelle			Limbourg		
	1953	1954	1955	1953	1954	1955
Allemagne (RF)	46,4	40,4	39,2	0,1	1,1	1,7
<i>dont</i>						
<i>Rhenanie Nord-Westphalie</i> .	19,2	16,8	20,0	.	.	.
Belgique	2,5	5,5	6,7	1,8	4,7	3,3
France	19,5	23,2	20,3	3,1	5,9	6,0
Sarre	10,0	9,4	9,8	—	—	—
Italie	0,7	0,7	0,9	—	—	—
Luxembourg	12,1	13,0	14,4	1,9	2,2	2,7
Pays-Bas	6,3	5,7	6,6	87,7	80,0	79,2
Pays tiers	2,5	2,1	2,1	5,4	6,1	7,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(1) Houille, coke de houille et agglomérés de houille.

Dans l'ensemble, la direction des courants de trafic a légèrement évolué en sens inverse des aiguilles d'une montre : la Ruhr et la Basse-Saxe livrent plus aux Pays-Bas et relativement moins à l'Allemagne du Sud. Les Bassins du Limbourg et de la Belgique ont accru leurs livraisons en direction du sud, notamment vers la France. La France et la Sarre ont augmenté leurs livraisons à l'Allemagne du Sud. Une économie notable a été réalisée dans le domaine des transports grâce à ce léger déplacement des ventes, fait dont la Haute Autorité pourra rendre compte en détail l'année prochaine, car elle disposera alors des premiers résultats d'une statistique des transports ventilée par régions.

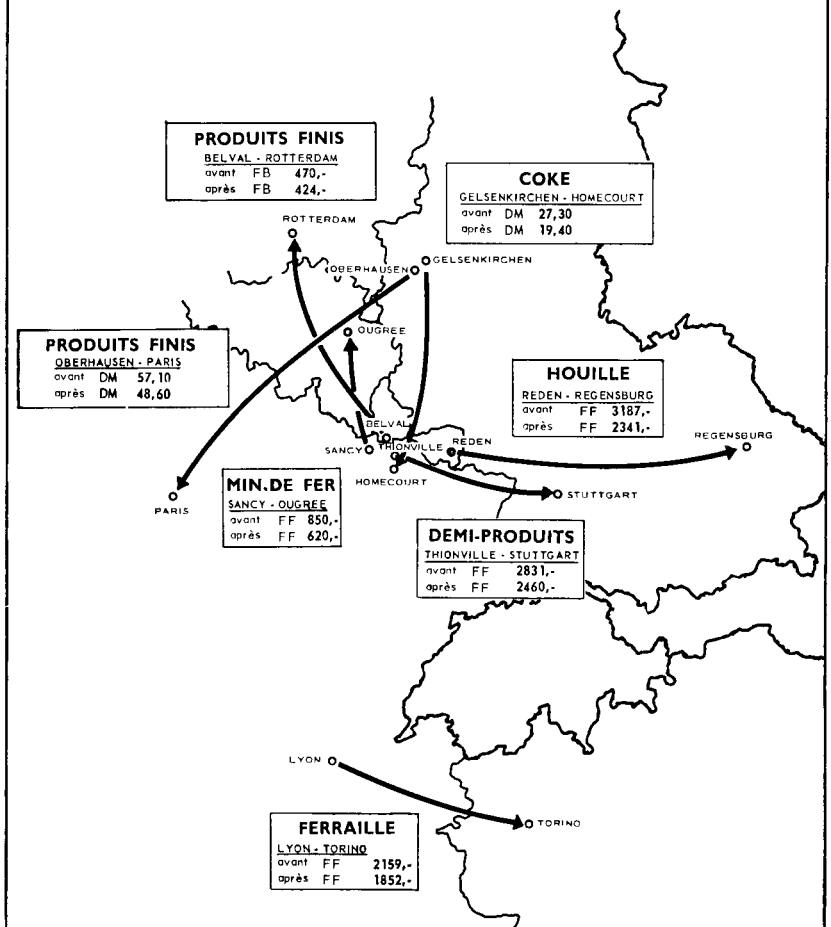
Un exemple important tiré des expériences allemandes peut être cité en ce qui concerne l'acier. D'après les indications de la *Walzstahlvereinigung*, les importations en Allemagne du Sud ont fortement augmenté en valeur absolue et en valeur relative par rapport aux livraisons globales (de 14% en 1952 à 34% pendant le premier semestre 1955), sans que pour cela les livraisons des usines allemandes à destination de l'Allemagne du Sud aient diminué en valeur absolue. Ceci également a dû avoir des incidences positives sur l'approvisionnement des consommateurs.

Dans cet ordre d'idées, *la diminution des frais de transport*, parfois considérable, intervenue à la suite de l'élimination des discriminations et de l'introduction des tarifs directs, est également importante pour les consommateurs. Cette question a fait l'objet d'un compte rendu détaillé dans le dernier rapport général de la Communauté ; il suffira ici de citer deux exemples :

— les frais de transport du coke sur la relation Gelsenkirchen-Homécourt sont aujourd'hui inférieur de 29% à ce qu'ils étaient avant l'ouverture du marché commun ;

— les transports de minerais de la France vers la Belgique (Sancy-Ougrée) coûtent 27% de moins, etc. . .

ÉCONOMIE DES COÛTS DE TRANSPORT DANS LE TRAFIC ENTRE LES PAYS DE LA COMMUNAUTÉ



« Harmonisation graduelle dans le progrès » de la production et de la consommation

En outre, dans une intégration progressive, les différences de niveau existant entre les divers secteurs régionaux du marché commun s'amenuisent graduellement grâce à une « harmonisation dans le progrès ». Des différences de niveau trop importantes entre les divers territoires ne pourraient qu'être préjudiciables, à la longue, pour le développement commun. *« Cela revient simplement à appliquer au domaine international un principe depuis longtemps reconnu valable en ce qui concerne la situation intérieure des pays. On ne peut dire d'aucun pays qu'il a une économie nationale bien intégrée tant que des disparités profondes existent entre différentes régions dans le niveau d'évolution et le niveau de vie ».* (1)

Dans cette direction également, la Communauté a réalisé quelques progrès, bien qu'il ne soit pas possible de dissocier ici des autres facteurs les répercussions directes de l'établissement du marché commun. En outre, pour réaliser ces adaptations des niveaux, il faut prévoir des délais relativement longs.

Pour la période comprise entre 1952 et 1955, il est possible de faire notamment les constatations suivantes :

a) L'Italie, dont la position est un peu excentrique par rapport au noyau proprement dit de la Communauté et qui a encore à réaliser, notamment dans le Sud, de grands travaux d'industrialisation, fait preuve d'un rythme de progression plus rapide que les autres pays de la Communauté. De 1952 à 1955, l'Italie a accru sa production d'acier brut de 53% ; l'accroissement dans les autres pays de la Communauté a été, au cours de la même période, de 23% seulement, soit un peu moins de la moitié.

(1) « Economic Survey of Europe since the War », Genève 1953 page 218.

**Production d'acier brut en Italie
et dans les autres pays de la Communauté**

Année	Italie	Autres pays	Italie	Autres pays
	en millions de tonnes		1952 = 100	
1952	3,54	38,28	100	100
1953	3,50	36,18	99	95
1954	4,21	39,62	119	104
1955	5,40	47,26	153	123

b) Ce progrès a marché de pair avec un accroissement relativement plus important de la consommation d'acier par tête d'habitant en Italie ; de 1952 à 1955, cette consommation s'est accrue en Italie de 44% environ et dans les autres pays de la Communauté de 28%. Certes, la consommation d'acier par tête d'habitant en Italie est encore, à l'heure actuelle, relativement plus faible que dans les autres pays de la Communauté. Mais l'Italie fait des progrès relativement plus rapides que l'ensemble des autres pays de la Communauté et bien que l'harmonisation dans le progrès ne soit pas encore parachevée, elle avance dans la bonne direction.

**Consommation d'acier par tête d'habitant en Italie
et dans les autres pays de la Communauté**

Année	Italie	Autres pays de la Communauté	Italie	Autres pays de la Communauté
	Chiffres absolus en kg		1952 = 100	
1950	64	200	75	77
1951	76	222	89	85
1952	85	261	100	100
1953	91	254	107	97
1954	105	279	124	107
1955	122	333	144	128
Augmentation 1950-1952	+ 33 %	+ 31 %	—	—
Augmentation 1952-1955	+ 44 %	+ 28 %	—	—

Depuis 1952, elle se développe même plus rapidement que de 1950 à 1952 par exemple.

c) Un troisième facteur, particulièrement important du point de vue économique, a également marqué, de 1952 à 1955, un progrès relativement plus rapide en Italie que dans l'ensemble des autres pays de la Communauté : il s'agit de la *consommation d'énergie brute par tête d'habitant*. De 1952 à 1955, cette consommation s'est accrue de 26 % en Italie, alors qu'elle ne progressait que de 11% dans l'ensemble des autres pays de la Communauté.

**Consommation d'énergie par tête d'habitant en Italie
et dans les autres pays de la Communauté**

Année	Italie	Autres pays de la Communauté	Italie	Autres pays de la Communauté
	<i>En kg équivalent de houille</i>		<i>1952 = 100</i>	
1950	642	2 646	82	88
1951	773	2 963	99	99
1952	779	2 995	100	100
1953	837	2 934	107	98
1954	917	3 100	118	104
1955	983	3 321	126	111
Augmentation 1950-1952	+ 21 %	+ 13 %	—	—
Augmentation 1952-1955	+ 26 %	+ 11 %	—	—

Par suite du degré plus faible d'industrialisation et, en partie aussi pour des raisons climatiques, le niveau de consommation est plus faible que dans les autres pays de la Communauté. Mais, dans ce domaine également, l'harmonisation dans le progrès est en bonne voie et l'Italie rattrape son retard.

Harmonisation et progrès dans le domaine social

Quiconque connaît bien le développement économique moderne sait que dans le domaine social les adaptations et les harmonisations ne sont fréquemment réalisées qu'avec un certain retard. Ceci est vrai d'une économie nationale et l'est encore plus d'une intégration de secteurs partiels d'économie dont les bases naturelles, politiques, économiques et sociales sont très différentes. On a donc pu dire également à bon droit que l'harmonisation dans le domaine social était beaucoup plus une conséquence du marché commun.

Toutefois, on constate, depuis 1952, deux importantes tendances à l'égalisation dans le domaine des salaires :

a) A en juger d'après les données partielles disponibles, l'évolution des salaires dans les industries de la Communauté a été en règle générale, de 1952-1953 jusqu'à l'heure actuelle, plus favorable que pour l'ensemble des industries transformatrices des différents pays.

b) Une comparaison internationale montre que, de 1952 jusqu'à l'heure actuelle, l'augmentation des gains a été en général plus forte dans le pays qui ne faisaient pas encore partie du groupe de tête dans l'échelle des salaires lors de l'ouverture du marché commun.

Naturellement, il n'est pas possible de dire, sans une analyse très approfondie de la question, dans quelle mesure cette égalisation doit être attribuée aux effets du marché commun, d'une part, et aux facteurs généraux, d'autre part.

Le fait même de cette harmonisation est toutefois un signe encourageant.

En ce qui concerne tout d'abord l'évolution dans chaque pays, en Allemagne, en Sarre et aux Pays-Bas, les gains horaires des *ouvriers de la sidérurgie* ont, de 1952 à 1955, augmenté plus rapidement que les indices de salaires dans les industries transformatrices. En Belgique et en France, l'évolution a été à peu près parallèle. C'est en Italie seulement que

l'évolution a été quelque peu différente, encore qu'il faille tenir compte du fait que l'industrie sidérurgique occupe traditionnellement une position prépondérante dans l'échelle des salaires de ce pays. Depuis 1955, de nouveaux relèvements des gains horaires bruts sont à signaler dans presque tous les pays.

**Évolution des salaires dans l'industrie sidérurgique
et l'industrie manufacturière de la Communauté**

Gains horaires 1952 = 100

	1952	1953	1954	1955	Début 1956
<i>Allemagne (RF)</i>					
Industrie sidérurgique .	100	104	108	117	126
Industrie manufacturière	100	105	107	114	120
<i>Belgique</i>					
Industrie sidérurgique .	100	97	100	105	108
Industrie manufacturière	100	100	103	106	107(1)
<i>France</i>					
Industrie sidérurgique .	100	100	103	116	127
Industrie manufacturière	100	103	109	117	123
<i>Sarre</i>					
Industrie sidérurgique .	100	100	100	116	124
Industrie manufacturière	100	103	105	113	120
<i>Italie</i>					
Industrie sidérurgique .	100	98	102	106	108
Industrie manufacturière	100	102	106	112	114(1)
<i>Luxembourg</i>					
Industrie sidérurgique .	100	98	99	107	112
Industrie manufacturière	100	98	97	.	.
<i>Pays-Bas</i>					
Industrie sidérurgique .	100	113	122	133	138
4 branches de l'industrie manufacturière	100	102	113	121	.
Industrie minière et manufacturière	100	102	118	.	.

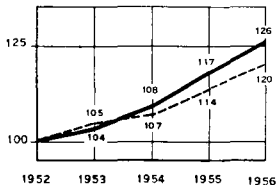
(1) Chiffre provisoire.



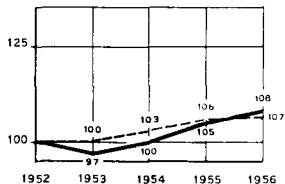
ÉVOLUTION DES SALAIRES DANS L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE ET LES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

GAINS HORAIRES : 1952 = 100

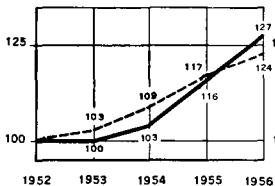
ALLEMAGNE



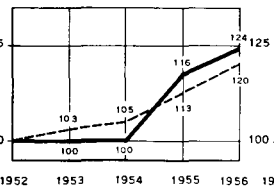
BELGIQUE



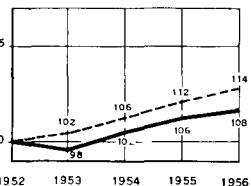
FRANCE



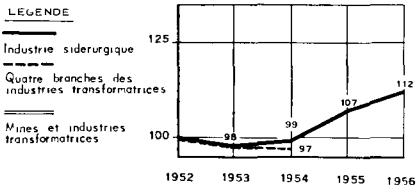
SARRE



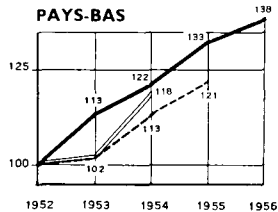
ITALIE



LUXEMBOURG



PAYS-BAS



LEGENDE

— Industrie sidérurgique

- - - Quatre branches des industries transformatrices

— Mines et industries transformatrices

Une *comparaison internationale* qui offre, comme on le sait, des difficultés particulières de méthodes, ne peut être effectuée ici qu'à titre indicatif. La publication détaillée de la Haute Autorité sur le revenu réel des travailleurs de la Communauté en 1953 a fait toutefois apparaître un échelonnement marqué. Le Luxembourg et la Belgique étaient les pays ayant les niveaux de revenus relativement les plus élevés en ce qui concerne les ouvriers sidérurgistes de la Communauté. L'Allemagne, les Pays-Bas, la Sarre et la France atteignaient, selon le cas et suivant la structure de consommation adoptée, 75 à 85 % du niveau belge, alors que l'Italie atteignait tout juste 70 %.

Évolution des gains horaires bruts dans l'industrie sidérurgique
de 1952 au début 1956

	1952(1)	Début 1956 nominal	idem mouvement de prix éliminé
I. <i>Pays ayant un niveau de départ relativement élevé</i>			
Luxembourg	100	112	111
Belgique	100	108	105
II. <i>Autres pays</i> (à l'exception de l'Italie)			
Allemagne (RF)	100	126	123
France	100	127	125
Sarre	100	124	117
Pays-Bas	100	138	129
III. <i>Italie</i>	100	108	.

(1) Il convient ici d'attirer à nouveau expressément l'attention sur les différences de niveau qui existaient en 1952. Si l'on fixe à 100 le gain de l'ouvrier belge, le gain réel de l'ouvrier sidérurgiste luxembourgeois dépassait alors de 10 à 20 % celui de l'ouvrier belge, le gain des ouvriers allemands, néerlandais, sarrois et français était inférieur de 15 à 25 % environ au gain de l'ouvrier belge. L'écart entre le gain de l'ouvrier italien et celui de l'ouvrier belge atteignait 30 %. Tous ces chiffres ne donnent que des ordres de grandeur approximatifs ; ils sont applicables en prenant pour base le schéma de consommation belge pour l'année 1953.

L'attention ayant déjà été attirée sur le cas particulier de l'Italie, il n'y pas lieu de l'examiner ici. D'autre part, de 1952 au début de 1956, les gains horaires bruts ont accusé l'augmentation la plus forte dans les pays qui, par rapport à la Belgique et au Luxembourg, avaient encore en 1952 des salaires relativement bas. Il s'agit manifestement ici d'un effet remarquable de l'harmonisation — et ce, de l'harmonisation dans le progrès en cours — même s'il n'est pas possible de dire dans quelle mesure cette harmonisation doit être attribuée au marché commun, d'une part, et aux facteurs effectifs généraux, d'autre part. Le fait n'en subsiste pas moins et doit être considéré comme un *progrès essentiel sur la voie de l'intégration*.

Aucune autarcie

Les progrès réalisés avec l'intégration de l'industrie charbonnière et de l'industrie sidérurgique de la Communauté seraient fortement compromis dans leurs effets et dans leur importance économique mondiale, s'ils allaient de pair avec un isolement accru vis-à-vis des « pays tiers » qui ne sont pas partie au Traité instituant la Communauté.

Exportations de produits relevant du Traité de 1952 à 1955

(en millions de tonnes)

Année	Houille, agglomérés, coke	Produits sidérurgiques
1952	9,78	8,19
1953	10,36	7,96
1954	13,50	8,10
1955	15,53	9,72
Augmentation 1952-1955	+ 59 %	+ 19 %

Or, ainsi qu'il ressort de ce qui suit, il ne peut être question d'un tel isolement.

Les exportations de produits relevant du Traité se sont fortement accrues quantitativement depuis 1952 (leur valeur atteint de nouveau le chiffre de 1952). Il n'y a pas lieu de prendre en considération ici la ferraille et le minerai dont les tonnages n'ont représenté respectivement en 1952 que 1,5% et 0,5% des exportations à destination des pays tiers.

En ce qui concerne les importations, on observe ici également une nette augmentation des importations de produits relevant du Traité en provenance des pays tiers.

Importations de produits relevant du Traité de 1952 à 1955

(en millions de tonnes)

Année	Houille, agglomérés	Minerai de fer	Ferraille	Fer et acier
1952	22,3	13,8	0,5	0,9
1953	13,8	14,2	0,5	1,0
1954	13,9	12,6	0,5	1,1
1955	23,1	18,5	2,5	1,7
Augmentation 1952-1955	+ 3 %	+ 34 %	.	+ 83 %

Dans l'ensemble les importations de la Communauté de produits relevant du Traité en provenance des pays tiers se sont accrues, de 1952 à 1955, de 41% alors que les exportations vers les pays tiers ont augmenté de 34% (comparaisons en tonnage). D'après des calculs effec-

tués par le GATT, le volume du commerce mondial a augmenté, pendant la même période, de 20,5%. Cette évolution confirme ce que l'on sait depuis longtemps, à savoir qu'une amélioration des conditions de production, de l'approvisionnement et des échanges sur le marché intérieur, ne conduit pas nécessairement à un isolement. Considérée ainsi, l'intégration économique, telle qu'elle est poursuivie dans le cadre de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, constitue un progrès essentiel également sur la voie de *l'intensification des relations économiques entre l'Europe et le reste du monde.*

ANNEXE

Indications et remarques concernant les différents chapitres

AUGMENTATION DE LA PRODUCTION, DÉVELOPPEMENT DES ÉCHANGES

Les **chiffres de production** relatifs à la houille, le minerai de fer et l'acier brut font l'objet d'une publication régulière au *Bulletin statistique*, édition bimensuelle.

Les **indices de production** sont une synthèse approximative. Le charbon et l'acier ont été pondérés dans le rapport 1 : 1 (1952).

Le **volume des échanges** des pays de la Communauté a été calculé par la Division des Statistiques de la Haute Autorité. Dans ce calcul, on a pris pour base les statistiques des différents pays, telles qu'elles figurent dans la Nomenclature Internationale Standard des produits du commerce extérieur (S.I.T.C.). Les positions correspondantes sont : 281 minerai de fer, 282 ferraille, 311 charbon, 681 produits sidérurgiques. Quelques-uns de ces groupes (notamment 681), ont été choisis de façon plus large que ne le prévoit la délimitation du Traité.

Le groupe « tous les autres produits » se rapporte à 88 groupes de la nomenclature S.I.T.C. Les quantités échangées entre les pays de la Communauté ont été récapitulées sur la base des prix moyens de l'année 1952.

Autres données. Voir : « L'évolution des échanges entre les pays de la Communauté » dans les *Informations statistiques — 3ème année, No 2, mars-avril 1956, p. 3 et suivantes*.

HAUTE CONJONCTURE MIEUX EQUILBRÉE GRÂCE AU MARCHÉ COMMUN

Les données relatives aux **échanges de produits sidérurgiques** ont été obtenues par addition des tonnages et ne représentent donc pas le calcul des volumes. Pour la période d'avant-guerre, les sources sont les suivantes : *Wirtschaftsvereinigung der Eisen- und Stahlindustrie, Dusseldorf — données numériques relatives à la C.E.C.A. IIème Partie*. Pour la période d'après-guerre : *Bulletin statistique de la Chambre Syndicale de la Sidérurgie française*.

Les **prix moyens du commerce extérieur** dans les échanges entre les pays de la Communauté ont été calculés par la Division des Statistiques de la Haute Autorité. Ces calculs ont eu pour base les données du commerce extérieur (approvisionnements) et les indices numériques décrits plus haut (Augmentation de la production, développement des échanges), du volume des échanges extérieurs.

REDISTRIBUTION RÉGIONALE DES ÉCHANGES . UN APPROVISIONNEMENT PLUS RATIONNEL

La ventilation par régions des ventes de charbon est tirée des statistiques courantes des bassins en question. Les données relatives à l'acier laminé proviennent de l'étude du Dr. Harald Jurgensen : « Die Montanunion in den Funktionsgrenzen der Teilintegration », parue dans le *Wirtschaftsdienst* — Hamburg — 35^{ème} année, cahier 11, novembre 1955, p. 623 et suivantes.

HARMONISATION GRADUELLE DANS LE PROGRÈS DE LA PRODUCTION ET DE LA CONSOMMATION

Calculs de la Division des Statistiques de la Haute Autorité. Autres données détaillées dans le *Mémento statistique*, Edition 1956.

HARMONISATION ET PROGRÈS DANS LE DOMAINE SOCIAL

Les **gains horaires bruts dans l'industrie sidérurgique** font l'objet, tous les trimestres, d'un recensement effectué par la Division des Statistiques de la Haute Autorité ; voir *Informations statistiques*, — 2^{ème} année, No 3, avril-mai 1955, p. 12 et suivantes, ainsi que le *Bulletin statistique* — section produits sidérurgiques, tableau 29. Il s'agit des salaires horaires bruts directs, c'est-à-dire de la part des versements salariaux qui est en rapport direct avec le travail effectué.

Les indices, indiqués à titre de comparaison, des salaires horaires de l'industrie manufacturière, sont les séries publiées régulièrement par les offices statistiques des différents pays. L'état comparatif a été tiré du *Monthly Bulletin of Statistics (United Nations)*; pour Luxembourg et la Sarre, on a utilisé les publications des offices de ces pays. Il est fait remarquer expressément qu'il existe des différences de méthodes de pays à pays. En général, il s'agit de salaires horaires (seule la France part de taux de salaires).

Quant aux comparaisons des salaires réels, voir l'exposé détaillé des *Informations statistiques*, cahier spécial août-septembre 1955, sous le titre : « Première comparaison des revenus réels des mineurs et des ouvriers sidérurgistes dans la Communauté en 1953 ».

AUCUNE AUTARCIE

Importations et exportations en provenance et vers les pays tiers : voir publication régulière du *Bulletin statistique*.

Pour l'évolution du volume du commerce mondial . voir « Le Commerce International en 1955 », Genève, mai 1956, GATT 1956-2. p. 2.

SERVICE DES PUBLICATIONS DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

1763.2 56 1